

Initiatives ministérielles

la résolution 670, aux termes de laquelle le Conseil de sécurité décrétait l'embargo aérien contre l'Irak.

Si nous n'acceptons pas de faire notre part en appuyant de telles mesures, nous ne respecterions pas nos obligations à titre de membre fondateur des Nations Unies. Je rappelle à la Chambre qu'il y a maintenant 25 pays membres de l'ONU, au moins, qui ont envoyé des troupes, dont neuf pays arabes. Pouvons-nous vraiment faire moins?

Pouvons-nous nous abstenir de participer à des opérations multinationales qui ont déjà reçu l'appui de pays du tiers monde dont l'économie est mise à rude épreuve? Le Canada peut-il se soustraire à ses responsabilités quand le Bangladesh ne le fait pas?

Je suis d'avis que le Canada doit participer à l'établissement des règles fondamentales du nouvel ordre international. Ce nouvel ordre, fondé sur la paix, ne pourra exister que dans la mesure où il recevra l'appui de tous les pays civilisés comme le Canada.

Mes collègues en conviendront sûrement, seule une cause aussi fondamentale que celle-là justifie l'envoi de membres dévoués de nos forces armées.

Près de 950 officiers et militaires canadiens, dont 29 femmes affectées au HMCS *Protecteur*, servent à l'heure actuelle à bord de nos navires dans le cadre de l'opération *Friction*. De plus, 550 militaires, dont 40 femmes, sont affectés aux opérations des CF-18. Ces hommes et ces femmes sont la preuve vivante que notre pays est déterminé à défendre la cause de la paix et à répliquer, s'il le faut, à l'agression.

Bien entendu, nous espérons de tout coeur que la guerre n'éclatera pas, que les sanctions économiques appuyées par les forces militaires multinationales seront assez efficaces pour éviter toute nouvelle agression et amener l'Irak à se plier aux vœux des Nations Unies.

Si la sagesse ne prévaut pas, monsieur le Président, la Chambre peut avoir l'assurance que les hommes et les femmes de nos forces armées jouiront de la protection que la technologie et leur propre professionnalisme peuvent leur procurer. Ils seront à la hauteur de toutes les tâches qui leur seront confiées, et ils ont la conscience en paix, sachant que leur cause est juste et noble, puisqu'il s'agit de faire régner une paix durable et d'éliminer la violence dans les relations entre nations.

Par conséquent, monsieur le Président, c'est avec une grande fierté que j'appuie la motion à l'étude et invite mes collègues des deux côtés de la Chambre à faire de même.

Le président suppléant (M. Paproski): Questions et observations. Je donnerai la parole au député de Victoria, à celui de Saint-Denis et ensuite au représentant de Bonavista—Trinity—Conception.

M. John Brewin (Victoria): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de poser une question à la ministre associée de la Défense nationale. En un sens, il me tarde de travailler avec elle pendant quelque temps. J'espère bien lui compliquer la vie du point de vue politique, mais cela n'a absolument rien de personnel. Si le passé est garant de l'avenir, je suis sûr que, sur le plan personnel, nous pouvons collaborer très bien.

J'ai deux questions. Tout d'abord, la ministre peut-elle prendre envers la Chambre un engagement clair et non équivoque et garantir que les troupes canadiennes ne participeront à aucune initiative militaire dans la péninsule arabique ou dans les environs qui ne soit pas autorisée par le Conseil de sécurité des Nations Unies?

Ma deuxième question porte sur ses observations au sujet des dividendes de la paix. Sauf erreur, elle a dit qu'il ne fallait compter sur aucun. Cela me laisse songeur, car le *Globe and Mail* disait ce matin que le ministre de la Défense nationale avait prévenu l'industrie de la défense que les contraintes financières entraîneraient de nouvelles compressions d'effectifs dans les Forces canadiennes.

Le mois dernier, comme on sait, 1 400 personnes ont été retranchées des forces présentes en Europe et, selon les sources du *Globe and Mail*, il y aura de nouvelles réductions de 5 000 à 15 000 personnes, réductions qui se feront pour une bonne part en Europe.

À ce propos, la ministre ne convient-elle pas qu'il est temps que le ministère de la Défense nationale et le gouvernement trouvent des idées vraiment neuves dans ce domaine?

Nous sommes allés à Washington avec le comité du SCRS. D'après ce que nous avons entendu là-bas, la CIA semble trouver beaucoup plus d'idées neuves que le ministère de la Défense nationale, lorsqu'il s'agit des dividendes réels de la paix.

Nous n'avons plus besoin de troupes en Europe et le gouvernement devrait commencer à préparer ouvertement le retrait de toutes nos troupes de ce continent, où elles ne jouent aucun rôle militaire. Elle n'ont plus